

Crise Covid, crise climatique – même combat

Le président Macron a reconnu le lien entre le Covid et la crise climatique, ainsi que la nécessité de mesures à grande échelle pour y répondre. Les alliances émergentes demandent qu'il aille au-delà d'une rhétorique noble, et que le gouvernement français relève le défi de la transformation socio-écologique que la période exige.

Par Nessim Achouche, Responsable de projet à RLS Bruxelles

Le monde fait face actuellement à une crise pandémique sous la forme du coronavirus, et la France est un des pays les plus durement touchés avec plus de 130.000 cas et 24.000 décès à l'heure de rédaction de cet article. Le slogan des Gilets Jaunes qui compare la fin du monde et la fin du mois prend désormais des allures de troublante prophétie.

Le confinement strict imposé en France pour ralentir la propagation du virus a jeté de l'huile sur le feu dans un pays qui a récemment connu une période de trouble social exceptionnellement longue. Du début de la révolte des Gilets Jaunes il y a près d'un an et demi au mouvement de masse contre la proposition de réforme des retraites, les rues du pays ont vu d'énormes mobilisations, la question du changement climatique et de la solidarité étant au cœur des mouvements populaires.

Les parallélismes qui peuvent déjà être établis entre la pandémie du corona et la crise climatique seront essentiels pour aborder les politiques climatiques à venir. Au centre de cette comparaison, on retrouve des inégalités flagrantes quant à ceux qui sont les plus affectés et un appel à une profonde restructuration des économies et des sociétés. En outre, au sein même de cette comparaison, on peut trouver la matière pour réinventer les réponses politiques au Covid-19 et à la crise climatique.

Macron 2.0 ?

Après avoir adopté une attitude de va-t-en-guerre en appelant la nation à combattre cet ennemi invisible, le président Macron a récemment changé de ton. Il n'est plus le commandant en chef rassemblant ses troupes et préparant la nation au sacrifice. Il est plutôt devenu un personnage bienveillant, inquiet de la souffrance et du sacrifice que son peuple doit endurer, préoccupé par les inégalités croissantes nourries par la crise du Covid.¹

Dans un récent entretien avec le prestigieux journal libéral *Financial Times*, l'ancien banquier d'affaires s'est dit ouvert aux changements et prêt à mettre en place des mesures économiques et sociales peu orthodoxes au niveau national et européen.² Quand le journaliste l'a interrogé sur le lien entre cette crise et le changement climatique, le président français a affirmé que cela devrait servir de « sonnette d'alarme » et a encouragé les « pays développés à entreprendre des actions dès maintenant, avant qu'il

¹ https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/03/17/nous-sommes-en-guerre-face-au-coronavirus-emmanuel-macron-sonne-la-mobilisation-generale_6033338_823448.html

² <https://www.ft.com/content/3ea8d790-7fd1-11ea-8fdb-7ec06edeef84>



soit trop tard ». Ces propos, qui auraient pu être ceux de Greta Thunberg, ont laissé les observateurs face à de nombreuses questions.

Une question concrète est rapidement venue à l'esprit : à quoi pourrait ressembler le plan d'action climatique pour le reste du mandat de Macron, et dans quelle mesure pourrait-il être différent de l'approche actuelle ?

Les visions passées d'un Macron « écolo »

Même si cela pourrait ne pas directement répondre à la question, il s'agit d'un éclaircissement pour analyser ce changement d'avis soudain à la lumière de deux ans et demi de présidence d'Emmanuel Macron. Il semble raisonnable de penser que Macron avait prévu de concentrer la dernière partie de son mandat de cinq ans aux préoccupations climatiques et environnementales, ce qui peut être compris comme une troisième étape dans sa stratégie de réélection :

1. Accélérer le processus visant à rendre plus flexibles le système social français et le droit du travail. Libéraliser l'économie et s'assurer que la sécurité sociale soit réduite à un filet de sécurité, tout en créant un environnement économique favorable aux investisseurs, et ce, dans ce que l'orthodoxie économique appellerait un effort de « modernisation ».
2. Se construire une image de leader européen et de visionnaire, profitant du refus de Merkel et de l'Allemagne d'endosser ce rôle.
3. Se pencher sur les questions d'environnement et de changement climatique pour consolider les aspects « progressistes », voire planétaires, de ce profil visionnaire, s'assurant ainsi d'être perçu comme réactif au volet « progressiste » de sa coalition électorale.

Si ce dernier point faisait probablement déjà partie de la stratégie initiale de Macron, la démission du très populaire ancien ministre de l'Environnement Nicolas Hulot a affaibli sa crédibilité sur cette question.³ La décision de Hulot a été déclenchée par le manque de réelles ambitions climatiques et par la proximité apparente avec les lobbys de l'industrie et de l'énergie fossile.

Deux mois plus tard, en octobre 2018, la révolte des Gilets Jaunes a débuté, déclenchée par une proposition de taxe sur le diesel, une mesure qui a exacerbé les inégalités sociales et qui a été largement perçue comme un exemple d'action climatique injuste et non durable. Le refus de Macron d'accepter un compromis et encore moins de sacrifier tout intérêt économique majeur sur l'autel du changement climatique est devenu clair pour tous lors de la ratification de l'accord commercial CETA en juillet 2019, malgré une importante opposition parlementaire et populaire.

³ https://www.lemonde.fr/politique/article/2018/08/28/nicolas-hulot-annonce-qu-il-quitte-le-gouvernement_5346903_823448.html



Le conseil citoyen et la « carte participative »

L'approche de Macron quant à la question du climat était en cours de développement depuis ce moment-là. Cela a certainement été influencé par la performance des Verts français (EELV) lors des élections européennes de 2019, au cours desquelles ils se sont assurés 13 % des votes et sont devenus le troisième parti au niveau national derrière le Rassemblement National, parti d'extrême droite de Marine Le Pen, et La République en Marche, parti de Macron. Le fait que cette « vague verte » a été ressentie à travers l'Europe et, particulièrement, en Allemagne, a été un autre facteur ayant poussé Macron à revoir sa stratégie.

Avant le début de la pandémie, la réponse de Macron à la nécessité électorale de traiter la question climatique reposait sur l'obtention de résultats via la « Convention citoyenne pour le climat ». Cette convention est une des conséquences du « Grand débat », une consultation nationale de trois mois avec les assemblées citoyennes à travers le pays à laquelle Macron a personnellement participé. Pendant une série de « shows » télévisés, il a affiché ses préoccupations pour les problèmes quotidiens du peuple, souvent avec un ton paternaliste, rassurant et blâmant alternativement ses concitoyens au sujet de ce qui était ou non possible.

Cet exercice de consultation publique en direct (un terme familier à quiconque a déjà erré dans le monde de la Commission européenne) a été créé pour répondre aux demandes d'implication directe du citoyen dans les décisions politiques ; demandes rendues claires lors des protestations des Gilets Jaunes. La Convention citoyenne sur le climat comptait 150 membres tirés au sort et ayant pour but de discuter et de proposer un ensemble de mesures qui réduiraient les émissions nationales de carbone de 40 % d'ici 2040.

Le 11 avril 2020, la convention, réunie par vidéoconférence, a établi une liste de 50 propositions au gouvernement. Alors que cette liste n'a pas encore été rendue publique, les fuites sont suffisantes pour révéler que, particulièrement à la lumière de la crise Covid en cours, les propositions sont déjà dépassées.⁴ Certaines de ces propositions vont dans la bonne direction — « rénovations des bâtiments, limitation de l'expansion urbaine, soutien au déplacement à vélo dans les zones urbaines et rurales, etc. » — mais, dans l'ensemble, elles sont teintées d'une sorte de « pensée du développement durable », chère aux Nations Unies et aux autres institutions internationales. Cette approche était déjà clairement insuffisante avant la crise actuelle, et les propositions de la convention sont désormais bien loin de répondre à l'appel pour un changement sociétal massif introduit par la pandémie du Covid.

D'après l'analyse de la crise et de ses conséquences possibles, il semble que les perceptions de risque, danger collectif et préparation resteront perturbées au sein du grand public, au moins pour un moment. Pour les personnes au pouvoir, donner l'impression que tout sera fait de la même manière et dans la même mesure que c'était le cas auparavant pourrait s'avérer être une mauvaise stratégie, car elles risquent d'être perçues comme déconnectées de la réalité. Et il semble que Macron ait reconnu et compris cela. C'est pourquoi il s'est lui-même dit ouvert à un mode de pensée différent, clamant qu'il « ressent un profond besoin de réinventer quelque chose de nouveau ».

⁴ https://www.lemonde.fr/climat/article/2020/04/11/climat-les-50-propositions-de-la-convention-citoyenne-pour-porter-l-espoir-d-un-nouveau-modele-de-societe_6036293_1652612.html



La nécessité de mettre en œuvre un changement radical

Bien sûr, la crise du Covid-19 fournit de précieux indices concernant la rupture climatique et la manière dont elle devrait être abordée par les décideurs et le monde politique.

Les deux phénomènes sont des crises physiques extérieures ayant un impact concret sur les êtres physiques — notamment via une menace de mort directe — ce qui les différencie des éléments plus abstraits de la crise financière, par exemple.⁵ Pendant cette crise, nous avons été témoins du fait que des mesures drastiques prises de manière précoce, notamment le testing massif, le confinement et la distanciation sociale, se sont avérées efficaces dans différents pays et contextes.

L'importance de l'urgence illustre ce que les militants du climat et la communauté scientifique réclament : cette action climatique rapide et radicale nous préserverait non seulement de catastrophes futures, mais permettrait aussi de réorganiser la manière dont nous abordons actuellement certaines questions, comme la production et l'extraction des matières premières. La crise climatique est en marche, et nous disposons de suffisamment de preuves scientifiques pour la mesurer. Éviter ou postposer des mesures nécessaires doit maintenant être considéré à la lumière de la crise sanitaire actuelle.

Si Macron est sincère quant à la nécessité de changement, nous devons demander si cela se traduira par un moratoire sur les investissements par les entreprises françaises dans les énergies fossiles, particulièrement les investissements liés au gaz, qui sont responsables de la moitié de la hausse des émissions de CO2 depuis 2012.⁶ À un moment où le prix du carburant a radicalement chuté — atteignant même l'absurdité totale des valeurs négatives — y aura-t-il une redéfinition du secteur de l'énergie fossile, organisé par l'état et impliquant un soutien concret pour les travailleurs ?

Un renflouement des secteurs de l'énergie fossile et de l'aviation sans une restructuration, une requalification des travailleurs et un recadrage de leur direction représenterait un déni total de l'urgence climatique et, en réalité, de l'essence de ce que signifie « gouverner ».

Pour les premières lignes, ici et ailleurs

La crise du Covid, tout comme la crise du climat, est un autre révélateur important des injustices structurelles créées par notre structure économique capitaliste, ainsi que notre histoire impérialiste et colonialiste. Cela révèle une situation dans laquelle les « communautés de première ligne », à savoir les personnes les plus touchées par la crise, sont les mêmes groupes socio-économiques faisant déjà face à une discrimination au niveau économique, sexuel et racial.

⁵ <https://www.mckinsey.com/business-functions/sustainability/our-insights/addressing-climate-change-in-a-post-pandemic-world>

⁶ https://www.nature.com/articles/s41558-019-0659-6.epdf?shared_access_token=OL_s4CnN0Z-HY3rpTcigFdRgN0jAjWl9jnR3ZoTv0PN6nZhlkrxTjKG_jkswCx_d7GfnpIVZwkpxq3C2005UVb_coN6N398RAM2QhcPx6XeaMVpcLdKhLUWuXO38C8F002hP5clhxyGSOj97_xqtw%3D%3D



La Seine-Saint-Denis, le département le plus pauvre de France, enregistre un nombre particulièrement élevé de personnes infectées et décédées des suites du Covid-19.⁷ Il s'agit également d'un département principalement occupé par des minorités ethniques des anciennes colonies françaises. La raison de cette vulnérabilité spécifique réside à l'intersection de la précarité, du manque de services de logements décentes et du nombre réduit d'hôpitaux et de médecins. Le haut niveau d'emploi dans les secteurs de la construction et des soins de santé, ce dernier étant principalement occupé par des femmes, est un autre facteur qui explique la nuisance occasionnée à cette communauté isolée.

Lorsqu'on évalue cette situation, il est impossible de ne pas penser à toutes les communautés de première ligne dans les pays du Sud qui perdent leurs maisons et leurs logements suite à la montée des eaux, ou qui endurent les effets dévastateurs de l'apparition croissante d'événements climatiques catastrophiques comme des typhons et des inondations.

La pandémie confirme que les cicatrices de l'exploitation et de l'injustice deviennent d'autant plus visibles dans les périodes de crise intense. La transformation sociale et écologique nécessaire dans la période post-Covid devra faire face à une paupérisation massive de la population active, structurée par la situation néolibérale. Le cas français suggère que tout autre rejet de cette idée augmentera la décomposition sociale et politique déjà en cours dans de nombreuses sociétés européennes.

L'émergence de nouvelles alliances

Si Macron devait oublier sa promesse de changement faite aux lecteurs du *Financial Times*, il pourrait toujours compter sur la société civile et les mouvements sociaux du pays pour lui rappeler la nécessité de changer radicalement son approche des politiques climatiques.

Dans une lettre ouverte publiée le 27 mars sous le slogan « Plus jamais ça ! », 18 représentants des principaux syndicats et autres organisations sociales⁸ ont réclamé un changement clair et définitif aux politiques néolibérales de Macron, demandant une réponse forte à la crise, notamment un arrêt immédiat de tous les licenciements, un gel des taux d'intérêt et une réquisition des logements inoccupés pour héberger les personnes sans domicile.⁹

Cette lettre ouverte se plonge aussi dans ce qui pourrait être fait une fois la première enveloppe d'aides distribuée et le moment d'une reconstruction économique venu. Une fois encore, le message est clair : la route à suivre est celle qui relie la transformation écologique de l'économie et la redistribution des richesses, en passant par la renaissance des services publics nécessaires pour soutenir cette transformation. La question des systèmes alimentaires est aussi abordée, avec une demande de réorganisation et de relocalisation des systèmes agricoles de la part des signataires.

⁷ <https://www.rtl.fr/actu/debats-societe/coronavirus-quelles-raisons-pour-la-mortalite-exceptionnelle-en-seine-saint-denis-7800356900>

⁸ Parmi eux Philippe Martinez, Secrétaire général à la CGT, et Aurélie Trouvé, porte-parole d'ATTAC, ainsi que de nombreux groupes environnementaux comme Alternatiba et Action Non-Violente COP 21.

⁹ https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/tribune-plus-jamais-ca-18responsables-d-organisations-syndicales-associatives-et-environnementales-appellent-a-preparer-le-jour-dapres_3886345.html



Si le terme « Green New Deal » (GND) n'est pas mentionné dans la lettre ouverte, les exigences et réclamations générales sont dans la lignée de ce qui a été entendu de l'autre côté de l'Atlantique, particulièrement dans les propositions GND faites par Alexandria Ocasio-Cortez et Bernie Sanders. La notion selon laquelle une politique climatique courageuse doit être intrinsèquement liée à la réorganisation de nos structures sociales et économiques semble de plus en plus s'enraciner parmi les acteurs progressistes et la société civile à travers les sociétés.

Une question demeure : que feraient ses nouvelles coalitions si les résolutions de Macron disparaissaient aussi vite qu'elles sont apparues, ce qui serait suggéré par une décision de la France de ne pas revoir ses émissions de carbone pour la période 2019-2023 ?¹⁰

La réponse pourrait se situer dans les nouvelles alliances qui émergent, les ponts qui sont construits et la nécessité claire d'apprendre des travailleurs du secteur des soins de santé et d'autres secteurs publics ou privés qui ont porté la société sur leurs épaules, et qui demanderont bientôt justice et reconnaissance pour leur travail. Si le mouvement climatique, en alliance avec d'autres forces sociales, peut aider à mettre en tête du futur combat les demandes des communautés de première ligne en France, en Europe et dans les pays du Sud, « Plus jamais ça ! » pourrait vite devenir une proposition et pas un simple espoir.

Diplômé français en sciences politiques et politiques publiques, Nessim Achouche travaille actuellement comme responsable de projet à RLS Bruxelles, se concentrant essentiellement sur les questions de transformation socio-écologique et de démocratie énergétique, ainsi que leurs intersections avec les politiques de gauche.

¹⁰ https://www.novethic.fr/actualite/environnement/climat/isr-rse/la-france-ne-releve-pas-ses-ambitions-climatiques-malgre-la-crise-du-coronavirus-148481.html?utm_source=Abonn%C3%A9s+Novethic&utm_campaign=2afa584293-Recap_2020_04_28&utm_medium=email&utm_term=0_2876b612e6-2afa584293-171057609&fbclid=IwAR1drZIm9T0kApMQZztNH5USWcBGjRXpM2wZp3M4EryDhcAApBW3ZY5WCp8

